

DIEU ET PATRIE.

LIBERTÉ PLEIN ET ENTIERE
DE LA PENSÉE.TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

EN 1848.

AN I^{ER} DE LA RÉPUBLIQUE RECONNUE.
PAR F.-V. RASPAIL.

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

HEMEROTECA
MUNICIPAL
MADRID

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.

**Les Citoyens de Paris sont priés,
après avoir lu cette feuille, de l'expé-
dier à leurs correspondants et amis
des départements.**

PARIS, 23 MARS.

CITOYENS,

Un usage, qui a passé en force de loi, donne au perdant vingt-quatre heures pour maudire ses juges.

A qui a perdu son antique royauté, cette vieille manière de gouverner les hommes, il est bien juste que nous donnions vingt-quatre jours, pour exhiler des plaintes et des regrets.

Ne faisons pas trop attention à la rudesse de la forme; les plus ingrats sont des enfants gâtés de la royauté de juillet, habitués à voir satisfaire tous leurs petits caprices, voire même celui de donner la bastonnade aux citoyens inoffensifs, qui se trouvaient pris, en passant, dans le large filet de l'émeute. C'était si amusant que ces jeux du cirque, reproduits tous les huit jours, pour ces beaux fils de parvenus que leurs petites mamans plaçaient aux fenêtres, alors qu'il prenait fantaisie au Neron de la meilleure des républiques de livrer à ses bêtes féroces ces parias de républicains!

Aujourd'hui que ces parias sont devenus les maîtres, au lieu d'user de représailles, ils ont proclamé impies et sacrilèges ces infâmes attentats contre la vie et la liberté des citoyens; ils ont inscrit l'oubli et le pardon à la place de la vindicte publique et même privée; et tout marche aujourd'hui, sous l'égide d'une simple idée, avec plus de calme et de sécurité que le lendemain d'une victoire obtenue par le juste-milieu, à grand renfort d'assommeurs et de sergents de ville.

Alors, au prix d'un milliard d'impôts, nul n'était sûr de rentrer chez lui dans la soirée. Aujourd'hui, pendant quinze jours que le fisc n'a perçu un seul centime pas plus que l'octroi, pendant quinze jours que chacun a fait lui-même la police de tout le monde, nous avons dormi plus tranquilles que si vingt pièces de canon avaient défendu nos maisons.

Vous devez comprendre combien ce changement de décoration à vue a dû paraître fastidieux et monotone à des yeux accoutumés pendant dix-huit ans à ne voir leur salut que dans les parades de la garde municipale, ou de cette portion salariée de la garde nationale, forcée, crainte de perdre ses places occultes, de se rendre à l'appel, lequel trouvait sourds et rétifs tous les gardes nationaux portant un cœur français.

Dans ce regret de l'ancien ordre de choses, il y a de caché au fond un remords. Quand nous aurons démontré à ces mécontents la belle théorie et la facile pratique du gouvernement républicain, ce remords fera place au repentir.

Détournons la tête aujourd'hui; nous leur tendrons la main sous peu de jours: des ennemis pardonnés redevenant toujours des frères.

Ensuite remarquez qu'en regrettant la monarchie, c'est une position personnelle que l'on regrette bien plutôt que la position du monarque. Le monarque, on le laisse partir, sans regrets et sans escorte, et sans lui rendre la plus petite poignée de main; qu'importe au valet que vous chassiez son maître, pourvu que vous lui en donniez un autre; et partant qu'il garde sa livrée? Le valet pense à lui, avant tout autre; il n'a pas droit de dire: l'État, c'est moi; mais il se dit volontiers: moi avant l'État.

L'homme de bien, au contraire, le vrai citoyen, l'homme dévoué à la chose publique, ne songe à lui qu'après tous les autres: il n'est heureux que par la pensée d'avoir

contribué de sa quote part au bonheur de ses semblables; la patrie absorbe ses calculs et ses affections; à force de s'occuper d'autrui, il irait jusqu'à s'oublier lui-même; il sait mourir pour elle, tandis que le valet le plus dévoué ne sait que se faire tuer, au poids de l'or.

La monarchie n'a jamais été regrettée par le peuple; jamais, dans aucune phase de notre histoire, le peuple n'a été royaliste; et tous les cinquante ans presque, il a fait une manifestation éclatante dans le but de renverser l'édifice royal: la Jacquerie, les Maillards, la Ligue, la Fronde, 89, étaient des manifestations de ce genre, qui ont échoué faute d'organisation. 1848, c'est la démonstration, et le succès par suite de l'organisation.

Dans la Ligue et la Fronde, les monarchistes étaient organisés; l'organisation leur tenant lieu du nombre, ils vinrent facilement à bout du peuple immense, mais désorganisé.

En 89, les rois organisés et coalisés ne laissèrent pas le temps à la République française de s'organiser républicainement: il fallut opposer l'organisation dictatoriale à l'organisation des monarches. La dictature finit par tuer la République et prépara la couche aux Bourbons.

En 1848, oh! la situation est tout autre; l'anarchie s'était glissée parmi les monarchistes, avant la chute de leur vieux fétiche couronné; et depuis 1830, le besoin d'organisation avait enveloppé, comme dans un vaste réseau, toutes les classes de la population française. Ajoutez à cela que la République naissante ne rencontre autour d'elle aucune organisation qui lui soit hostile; l'insurrection contre les rois renverse ça et là tous les trônes qui se trouvent sur son passage, l'exemple de la France est l'étincelle qui a embrasé un aussi vaste incendie. La vieille histoire d'Europe est en proie à un choléra de rois; et Dieu ne lance plus sa colère que contre ces impies usurpateurs de son autorité suprême. Le Léviathan de la bande, le Talleyrand de l'Autriche, vient de fuir, qui le croirait? devant le soulèvement de Vienne, la ville stationnaire par excellence; les imprécations du peuple le plus résigné l'ont accompagné sur toute sa route; le feu du ciel a purifié les lieux où se forgeaient les chaînes du peuple. Après cette nouvelle, nulle espérance ne saurait plus paraître chimérique; partout, aujourd'hui, le peuple est tout; et tous les peuples sont frères.

Notre travail d'organisation n'a donc plus rien à redouter de la coalition des rois ennemis des peuples libres. Citoyens français! hardiment organisons-nous.

Cependant, permettez-nous de nous compter, avant de procéder à l'appel nominal de la nation la grande; et de nous demander quels sont ceux qui auraient encore la prétention de vouloir la monarchie, par opposition à l'immense majorité de ceux qui réclament à grands cris le rétablissement de la République.

Que regrettent les mécontents dans la forme monarchique?

Les bienfaits de la centralisation?

Mais la République seule peut être centralisée dans l'intérêt de tous.

La centralisation monarchique ne l'était que dans l'intérêt du monarque; la machine monarchique ne fonctionnait que pour le défendre et le maintenir. Comme on n'obéissait à sa voix qu'à prix d'or, la machine avait fini par ne plus fonctionner que dans le but d'apporter en ses mains assez d'or pour obtenir obéissance. L'impôt prélevé sur la sueur de tout le monde avait fini par être absorbé en entier par lui; et quand la sueur du peuple ne suffisait plus à alimenter cette organisation salariée, la main du despote n'hésitait pas à puiser dans la poche du pauvre, pour s'attacher des riches et des enrichis; il accaparait ses économies, sauf à lui faire faillite plus tard, alors que ce petit créancier venant à manquer d'ouvrage, et ne voulant rien devoir à personne, aurait réclamé son capital, afin de faire face à

la crise commerciale, aux dépens de ses propres et uniques deniers.

Dans un pays aussi libre et aussi démocrate que la France, la monarchie est un état perpétuel de lutte entre la volonté d'un seul et la volonté antagoniste de tous. Un homme qui veut régner et trôner, dans un pays qui prétend administrer et voter, se trouve dans l'incessante nécessité de s'entourer de créatures affidées, qu'il puisse lancer en masse sur tel ou tel point menacé, pour écarter un opposant, démonétiser une réputation, acheter une influence, et escamoter les suffrages, afin de se créer une apparente majorité.

Ce jeu dure, tant qu'on a de l'or. Mais que l'or vienne à manquer, et la galerie renverse les tables, et met à la porte, plus ou moins poliment, les pipeurs. Or, à ce trafic, il arrive un temps, dans un pays essentiellement d'opposition, où l'or doit manquer aux exigences de la difficulté toujours croissante; en sorte qu'il est vrai de dire qu'en France, le pied que le despote pose sur la première marche du trône est le premier pas qu'il fait vers son inévitable renversement; et que la monarchie n'est en définitive qu'une plus ou moins longue anarchie.

Tout avènement à la royauté est une abdication ou une violente révolution en germe; avec la royauté, mettez-vous le bien dans la tête, vous auriez une révolution tous les quinze ans, et peut-être à des époques plus rapprochées encore; et si dès aujourd'hui vous aviez la perfidie de proclamer par escamotage la régence, et que, par impossible, votre antifranchise tentative dût être couronnée de succès, je ne vous donnerais pas deux mois pour qu'une révolution, cette fois-ci vengeresse, ne vint vous faire repentir d'avoir aussi déloyalement trompé la confiance du pays.

Souvenez-vous bien de ce que je vous dis, et cessez de placer vos espérances et votre crédit sur une planche si perfide; poltrons et ambitieux, croyez-nous, n'y pensez plus, et prêtez franchement les mains au mouvement qui seul peut préserver vos petits intérêts d'une complète ruine; tout autre projet serait insensé. Nous voulons la République avec vous; mais nous l'aurons tout de même sans vous; restez donc avec nous, et rompez avec tout autre.

Ceux qui regrettent le plus la monarchie, ce ne sont pas les administrés; dans ce nombre, les riches ne la regrettent pas; ils ont seulement peur d'un certain ordre inconnu que nous cherchons à mettre à sa place. Quant aux citoyens pauvres, ou simplement aisés, regardez les murs du Palais-Royal, du Château-d'Eau et des Tuileries, et comptez leurs votes par l'empreinte des balles, souhaits gravés d'adieu et de bon voyage à la royauté.

Qui la regrette donc la monarchie, hormis les administrateurs, les employés du haut et du bas de l'échelle hiérarchique? quatre cent mille individus environ sur trente-cinq millions d'hommes! Mais ces braves gens regrettent bien moins le monarque dont ils auraient tous fait bon marché, que l'administration monarchique qui les faisait vivre; ils regrettent le métier en général. Un bien petit nombre déplore la perte du reflet d'autorité que la monarchie déversait sur leurs petites personnes.

Car la monarchie est une hiérarchie de rois. Depuis le ministre jusqu'au garde champêtre et à l'alguazil inclusivement, chacun de ces braves gens prenait le ton du despote, et vous enjoignait des ordres de par lui, au nom du roi d'abord et ensuite au nom du sien. Le ministre, humble valet du roi, et qui chaque jour allait prendre ses ordres dans l'antichambre du roi, redevenait roi en rentrant au ministère; et là les chefs de division se constituaient ses valets, en baissant la tête et courbant le dos, ce dont, nous dit-on, ils n'ont pas encore perdu l'habitude. Mais en rentrant au bureau, gare aux employés qui n'auraient pas eu l'épine dorsale flexible! et ainsi de suite jusqu'à tel plumitif taillant sa plume quatre heures sur cinq, dans l'embrasure de

sure de la fenêtre, et qui vous recevait drôlement le premier pékin de solliciteur, qui s'aventurait dans le dédale du ministère, à l'occasion du moindre renseignement.

Or, voilà une des jouissances d'amour propre que la République, gouvernement de frères et de gens qui ne procèdent qu'avec le cœur, voilà une satisfaction que la République ne saurait promettre à personne. Sous la République, les employés auront le malheur de n'être pas des petits rois ; à dater de ce jour, ils sont détronés comme tous les autres rois de l'époque. S'ils ont le sens commun, ils en remercieront la République ; car, par le temps qui court, il n'y a rien de sot comme de trôner : une poignée de main vaut cent millions de fois mieux qu'un hommage. Si, au contraire, ils sont assez sots pour ne pas s'en réjouir, ce ne sera pas là un grand malheur pour la chose publique : avec un peu d'habitude, on s'y fera.

Mais quand tous, *poltrons* ou *trôneurs*, auront été témoins de ces prodiges que l'application pacifique des théories républicaines va enfanter en France et dans l'univers entier, de cette concorde qui va s'établir entre tous ces peuples de la terre, que la diplomatie avait intérêt à diviser ; de ce bonheur de tous, obtenu au détriment de si peu de personnes ; de ce concours de toutes les volontés vers le bien, de ce dégoût du mal qui va prendre les plus corrompus mêmes ; de cette industrie produisant tant avec si peu de frais ; de ce travail si facile et si bien rémunéré ; de ce bien-être de tous assuré par tous ; de cette association de tous les intérêts divers et de tous les antagonismes ; de ce partage égal de l'air, de la chaleur et de la lumière, au sein de l'inégalité des goûts et des possessions ; de ce droit de vivre et de bien vivre, usurpé par personne, refusé à personne, conquis par chacun, chaque jour, avec le bras et l'intelligence ; de cette distribution féconde du travail et du salaire, qui est le bénéfice du travail ; oh ! alors les plus enroués de monarchisme et les plus entêtés des inégalités sociales, cédant à l'élan d'un indicible enthousiasme, viendront, à l'anniversaire de nos libertés reconquises, s'agenouiller avec nous au pied de cet arbre de la liberté, emblème de la mère-patrie, dont chaque bourgeois doit faire éclore une ère nouvelle d'amour et de félicité, et dont chaque graine, emportée par le souffle de la publicité, ira propager le principe dont elle émane, chez quelque nouveau peuple de l'univers.

Elections.

Le jour des élections approche ; les coteries se remuent ; le patriotisme ne doit pas rester en défaut. Que tout patriote soit à son poste, et qu'il prépare son vote par la discussion des titres des candidats.

Ne vous laissez pas surprendre par les belles promesses ; ne jugez l'homme que par son passé. Où sont vos titres à la confiance publique ? exhibez-les. Où sont vos actes en faveur de la cause populaire ? produisez vos témoins. Il serait même bon que tout candidat autorisât l'assemblée à demander à la préfecture de police la production patente du dossier qui lui est personnel et de sa note sur le livre rouge. La République naissante a besoin d'hommes capables, mais avant tout d'hommes probes et dévoués au système républicain.

Ne nommez à aucun grade un employé ; d'abord parce que les employés ont contracté, dans le temps passé, des habitudes d'antipathie contre ce qu'on appelait alors le peuple, habitudes qu'ils perdront sans doute sous peu, mais qu'ils n'ont pas perdues encore ; ensuite parce que les fonctions d'employé, qui désormais ne seront plus des sinécures, sont incompatibles avec les grades dans les rangs des *citoyens soldats*.

En résumé, nommez des travailleurs, bons et braves camarades.

Quant à vos représentants, la mission que la patrie vous a confiée, citoyens, est mille fois plus sérieuse encore. Méfiez-vous des listes, des flatteries comme des calomnies, et des belles professions de foi qui ne coûtent guère ; car Thiers et Bugeaud vous en feront une républicaine, si vous voulez bien les écouter, même dans la rue Transnonain. Quand on a prêté trois serments, que coûte-t-il d'en prêter un quatrième ?

Ne vous fiez pas trop non plus à ces *faiseurs* d'opposition constitutionnelle, c'est-à-dire d'opposition au ministère et de dévouement à l'ex-roi ; avec de telles habitudes, ils perdraient tout, aussi bien la République que la monarchie : ce gens-là perdraient tout, pourvu qu'ils se conservent une petite place à eux-mêmes. Ce qu'il faut pour organiser les destinées des peuples, ce ne sont pas des gens qui demandent à trôner, et à placer un *président* sur le trône, à ne voir dans notre grande révolution qu'un mot de changé. Assez de *trôneurs*, de *phraseurs* comme cela en France. Ce

n'est pas un homme qu'on a renversé, c'est un système.

Faites choix d'un républicain de principe, alors même qu'il n'en aurait pas arboré le titre jusqu'alors ; mais surtout soumettez à un examen impartial sa conduite dans le monde et dans sa famille ; qu'il soit probe et moral ; on n'est républicain que de nom, quand on ne possède pas ces deux qualités, sources de toutes les autres.

C'est dans les clubs surtout que doivent se préparer les élections ; et c'est là qu'on doit indiquer à chaque citoyen les formalités à remplir, pour que chacun arrive en temps opportun à déposer son vote dans l'urne électorale. Commerçants, ne perdez pas de vue que l'Assemblée nationale est seule en état de mettre un terme à la crise financière actuelle ; ayez soin de vous y faire représenter, non par des agioteurs, mais par des hommes incorruptibles.

Calomnies organisées.

Nous étions à nous demander chaque jour d'où partait le système de calomnies organisé contre nous.

Il nous aurait semblé incroyable que la source en fût en coré dans les bureaux de la police du sieur Mentalivet, c'est-à-dire, de la police de la liste civile, faisant alliance avec la police médicale ; et pourtant, après enquête suffisante, rien ne nous est mieux démontré.

La rue des Lombards, cette rue à qui l'ex-legalité commerciale permettait d'afficher notre prétendue surveillance afin d'attirer le public, et puis de nous calomnier et de nous ruiner à la suite, la rue des Lombards se glisse dans certains petits clubs du quartier latin, avec quelques malheureux élèves de médecins les moins famés et les plus obérés ; et là, se groupant pour jeter le désordre dans les discussions, ces agents se permettent contre nous les plus ignobles calomnies. La bonne foi des citoyens en fait justice sans doute ; mais cela ne suffit pas à la moralité publique. La calomnie est une odieuse immoralité ; la République ne doit pas lui laisser les coudées franches ; le bureau de tout club doit regarder comme un devoir de ne laisser articuler dans son sein que des faits vrais. Tout individu donc qui avance une inculpation, doit être tenu d'en fournir la preuve ; s'il ne le fait pas, ou si l'on parvient à le convaincre d'imposture, on doit prendre son nom, son adresse et le signaler, par la voie des journaux, à la défiance de ses concitoyens.

On ne doit plus avoir entrée dans un club de Paris qu'avec des cartes d'admission, qui démontrent que l'assistant a déjà décliné au bureau son nom et son adresse ; on se mettra ainsi à l'abri des menées de ces agents de désordre.

N'oubliez pas, citoyens, que le sieur Louis-Philippe a établi son état-major à Londres, et qu'il espère de là, au moyen de son or, travailler à ses intérêts, qu'il appelle dynastiques, avec son ancienne façon d'agir. Ses affidés commencent un peu trop vite à relever la tête, et à vouloir écraser les plus sincères amis du pays. Si le Gouvernement provisoire déployait, à l'endroit de ces philippiques machinations, une diligence un peu plus grande, nous qui savons pardonner, nous ne serions pas encore victimes des manœuvres concertées de cette police en pleine activité. Il nous semble que la liste civile a assez travaillé à la ruine de certains patriotes, pour qu'il lui soit interdit de se remettre à la besogne, à la faveur du paquebot anglais.

Nous invitons les hommes probes à qui s'adresseraient les calomniateurs salariés, de leur demander aussitôt leur nom et leur adresse ; et il y a cent à parier contre un, que, sous ce nom et cette adresse, se cachera un limier de l'ex-police médicale ou de l'ex-château.

Nous nous occupons beaucoup de certaines démonstrations hostiles à la République ; mais n'oublions pas que le sieur Louis-Philippe pourrait bien être l'agent secret de ces échauffourées supposées carlistes et autres. Ce misérable ne procédait pas autrement après la révolution de Juillet, afin de se débarrasser de la République.

Théorie de l'impôt.

L'impôt est une déduction du revenu destiné à faire face aux dépenses administratives. L'impôt n'est pas tout à fait le superflu, mais il en est une certaine partie.

Lé travail salarié n'est pas passible d'impôt, parce qu'il n'est pas susceptible de superflu. Car les économies du travailleur sont une caisse de vétérance pour sa vieillesse.

Le travail centralisé en devrait être, le moins que possible, frappé ; car ce travail, somme des travaux salariés, varie en bénéfices, à toutes les quinzaines, et ne se sou tient qu'à force de compensations. Le manufacturier n'est en définitive qu'un ouvrier à façon en grand.

L'impôt ne doit pas non plus peser sur la circulation des objets de consommation, sur la propriété mobilière, à cause de l'impossibilité où l'on serait de le répartir d'une manière équitable, et de ne pas le faire peser encore plus sur le pauvre que sur le riche, sur les instants de gêne encore plus que sur ceux d'abondance et de facilité.

Qui pourrait décider que tel ou tel ouvrage, sorti des mains de l'industrie, est dans le cas de devoir plus ou moins à l'État que tel autre. Or l'arbitraire, en fait d'exactions, peut être un vol.

Que l'impôt ne pèse donc que sur la propriété foncière ; car c'est la seule qui soit susceptible d'une exacte estimation.

Que les propriétaires ne se récrient pas à cette proposition. D'abord parce qu'ils auront toujours le droit de s'indemniser, en élevant le prix des matières premières, des produits de la propriété, ou celui de la location de leur propriété même ; mais encore parce que les impôts d'une République, en état de paix, ne s'élèveront pas au dixième des impôts monarchiques ; soyez-en convaincus.

La République supprimera tant d'emplois improductifs, que son budget se réduira toujours à fort peu de chose. Jugez-en par un seul côté de la question.

La ville de Paris entretenait une nombreuse garde municipale et un corps de sergents de ville. Dans quel but ? évidemment dans le but de protéger la personne royale, de surveiller ou d'écraser les mouvements hostiles à cette chère personne. Ces soldats mouchards étaient payés plus cher qu'un ouvrier ; et ils ne faisaient pas, comme l'ouvrier, usage de leurs cinq doigts, pour rendre à la patrie le prix du pain qu'elle leur prodiguait.

La République n'aura que faire de cette surveillance personnelle.

La police de la ville sera confiée à la garde nationale, laquelle fait son service gratuitement. Un citoyen ayant magasin à un coin de rue aura, par suite du vote de ses voisins, la magistrature municipale de la rue, comme fraction de la magistrature de la section, cette fraction immédiate de la mairie.

Il aura droit de requérir, au moindre accident, le concours de ses voisins, de ses camarades de la même compagnie, et il en référera aussitôt à la section, pour se remettre ensuite à ses occupations spéciales. Voilà d'un seul coup près de douze millions qui cesseront de peser sur la contribution municipale.

La police secrète coûtait bien davantage à la ville.

Les familiers du château, les vis-à-vis officiels de la table de jeu, coûtaient presque tout autant aux octrois de Paris ; car il leur fallait à tout prix une certaine part dans la curée des fonds secrets de la ville. Une ligne d'omnibus ne s'obtenait pas gratuitement, vous le savez bien.

Economie déjà dans tout ce chapitre.

En supprimant l'octroi, et reportant sur la propriété ce qu'on était en droit d'attendre de l'octroi, vous enlevez à une surveillance improductive cette masse d'employés dont la solde absorbait le tiers de l'impôt ; vous les distribuez comme travailleurs et producteurs dans d'autres administrations pratiques ; économie d'un tiers de la perception de l'impôt.

Le propriétaire payera, avec sa contribution, l'équivalent de ce qu'il payait à la barrière sur chaque objet de sa consommation personnelle.

Dans une République, le personnel de l'administration de surveillance et des écritures doit se réduire de plus en plus : car tout ce qui consomme doit rendre, par la production, la quantité qu'il a empruntée à la masse commune.

Nous avons signalé, dans le numéro de dimanche, à nos lecteurs, la perplexité dans laquelle nous laisse le silence du citoyen Kersausic. Nous avons le soupçon qu'il doit languir dans les cachots de Naples. Nous attendons de la sollicitude du Gouvernement provisoire, qu'il fera procéder à une enquête, à Naples, sur ce sujet, par l'entremise de notre chargé d'affaires.

Les Espagnols réfugiés à Paris doivent se réunir dimanche pour aller au ministère des affaires étrangères porter leur adhésion à la République française.

On se réunira à dix heures, rue du Foin-Saint-Jacques, bâtiment de l'école chrétienne.